



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

BANQUES CENTRALES AFRICAINES ET BANQUE DE L'INDOCHINE.

(Direction du Trésor, 1900-1967)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Marie-France Delval, secrétaire administrative

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Banques d’Afrique et d’Indochine.....	6
Banque de Madagascar et des Comores.....	6
Institut d’émission malgache.....	6
Banque de l’Afrique occidentale (BAO).....	6
Banque centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO).....	8
Banque centrale des États de l’Afrique équatoriale et du Cameroun (BCEAEC).....	8
Banque de l’Indochine.....	9

Référence

B-0000917/1 - B-0000965/2

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Banques centrales africaines et banque de l'Indochine.

Dates extrêmes

1900-1967

Noms des principaux producteurs

Direction du Trésor, bureau F2 (relations financières avec l'Outre-mer et les pays étrangers).

Importance matérielle

49 boîtes, soit 6,35 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 13/02/1974 portant la référence PH 007/74.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une

fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Ce versement est constitué de dossiers relatifs aux relations financières de la France avec des banques et banques centrales africaines, ainsi qu'avec la banque de l'Indochine.

On y trouve traitées les questions de gestion de ces organismes (notamment à travers les réunions des conseils d'administration, mais aussi de statistiques et de rapports), d'émission monétaire, de garantie de la circulation fiduciaire.

Indexation

relations internationales

établissement de crédit

monnaie

B-0000917/1 – B-0000965/2

Banques centrales africaines et banque de l'Indochine.

1900-1967

B-0000917/1

Banque de Madagascar et des Comores. - Ajustement de l'encaisse de garantie de la circulation fiduciaire : correspondance (1955-1958) ; autorisations ministérielles accordées à la banque d'employer en bons de la défense nationale ou en bons du trésor le gage de sa circulation fiduciaire : correspondance (1931-1949).

1931-1958

B-0000918/1 – B-0000920/1

Institut d'émission malgache. Réunions du conseil d'administration : dossiers de séance et procès-verbaux.

1962-1966

B-0000918/1

17 mai 1962-14 mai 1963.

B-0000919/1

24 septembre 1963-23 septembre 1964.

B-0000920/1

31 mai 1965-20 septembre 1966.

Contient le rapport d'activité pour 1964.

B-0000921/1 – B-0000929/1

Banque de l'Afrique occidentale (BAO).

1924-1960

B-0000921/1

Organisation, fonctionnement, nomination de membres au conseil d'administration, nomination du délégué du Ministre des finances auprès de la BAO, gestion du personnel : statuts, textes officiels, correspondance, rapports du commissaire du gouvernement auprès de la BAO, bilans financiers, conventions avec la BAO, procès-verbaux des séances du conseil d'administration.

1932-1956

B-0000921/2

Installation d'agences au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, en Guinée, au Niger et au Tchad : textes officiels, correspondance.

1949-1954

B-0000921/3

Relèvement du plafond d'émission de billets : textes officiels, correspondance, télégramme.

1937-1954

B-0000921/4

Relations entre les agences et les comptables du Trésor : correspondance (1953) ; régime fiscal, paiement des impôts et demande d'exonération fiscale : question écrite d'un parlementaire, correspondance (1954-1955) ; opération de restriction de crédits : rapports, correspondance (1949) ; infraction à la réglementation des changes, affaire entre la Société Alameddine et la BAO : rapport (1954) ; placement des fonds de certains organismes soumis au contrôle de la puissance publique : rapport (1958).

1949-1958

B-0000921/5

Financement de l'habitat en Afrique occidentale française : correspondance, rapports, presse.

1952-1955

B-0000922/1

Emploi du produit des réévaluations successives de l'encaisse : conventions avec le ministère des finances, correspondance, rapports, états récapitulatifs des avoirs de la banque, télégrammes.

1928-1939

B-0000922/2

Versement de revenus des 7000 parts bénéficiaires remises au Trésor en exécution de l'article 13 des statuts annexés à la loi du 29 janvier 1929 portant renouvellement du privilège d'émission de la banque : textes officiels, tableaux des cours des actions, rapports, correspondance.

1929-1956

B-0000923/1

Émission, circulation et échange de billets : correspondance, rapports, télégrammes, conventions avec l'État.

1927-1955

B-0000923/2

Relations avec les représentants du Trésor : correspondance, télégrammes, rapports, relevés de comptes (1938-1945) ; ouverture de crédits à des maisons de commerce anglaises installées dans les possessions françaises d'Afrique : rapports, bilan financier, procès-verbal d'un conseil d'administration de la BAO (1938) ; avances sur l'or de la Banque de l'Afrique occidentale au gouvernement général de l'Afrique occidentale française : correspondance, rapports (1941-1942) ; fixation des tarifs de transferts inter-coloniaux par la Caisse centrale de la France d'outre-mer : rapports, correspondance (1944).

1938-1945

B-0000924/1

Fixation et versement de l'encaisse de garantie de la circulation fiduciaire : rapports, correspondance, bilans financiers, déclaration de versement.

1940-1955

B-0000925/1 – B-0000926/1

Paiement au Trésor de la redevance sur la circulation fiduciaire : tableaux statistiques mensuels, rapports, correspondance.

1929-1957

B-0000925/1

1929-1949

B-0000926/1

1946-1957

B-0000927/1

Participation de la Banque de l'Afrique occidentale (BAO) au redressement et renflouement de la Banque commerciale africaine (BCA) : rapports, correspondance, procès-verbaux de réunions.

1931-1955

B-0000927/2

Banque française de l'Afrique (BFA), liquidation, règlement d'affaires particulières et information judiciaire contre les dirigeants de la banque, aide financière de la Banque de l'Afrique occidentale (BAO), observations de la Cour des comptes : correspondance, rapports, convention entre le ministère des finances et la BAO, procès-verbaux des assemblées générales de la Compagnie nationale de navigation, fiches de renseignements sur les sociétés dont l'Union commerciale et industrielle de Paris (UCIP) est actionnaire, statuts de l'UCIP.

1924-1944

B-0000927/3

Récupération et répartition entre les colonies africaines de sommes perçues sur les coobligés des portefeuilles spéciaux de la Banque commerciale africaine (BCA) et de la Banque française africaine (BFA) : rapports, correspondance, relevés des créances de la BFA détenues par la BAO à Dakar au 30 septembre 1955.

1931-1960

B-0000928/1

Fonctionnement : rapports du censeur centralisateur auprès de la succursale de Dakar, tableaux mensuels de situations comptables de la BAO.

1945-1955

B-0000929/1

Réforme du régime de l'émission en Afrique, renouvellement du privilège d'émission de la Banque de l'Afrique occidentale (BAO) en Afrique occidentale française et au Togo puis création de l'Institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo et de l'Institut d'émission de l'Afrique française et du Cameroun : textes officiels, rapports, questions écrites, correspondance, projets de conventions entre l'Etat et la BAO, bilans financiers, statuts des deux instituts d'émission.

1942-1955

B-0000930/1 – B-0000938/1

Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Conseils d'administration : dossiers de séances.

1957-1966

B-0000930/1

8 janvier 1957-4 novembre 1958.

B-0000931/1

7 janvier 1959-19 novembre 1960.

B-0000932/1

25 janvier 1961-2 février 1962.

B-0000933/1

23 mai-23 novembre 1962.

B-0000934/1

7 janvier 1959-10 avril 1963.

B-0000935/1

21 février-20 septembre 1963.

B-0000936/1

27 novembre 1963-26 mai 1964.

B-0000937/1

2 septembre 1964-10 juin 1965.

B-0000938/1

21 septembre 1965-4 juin 1966.

B-0000939/1 – B-0000950/1

Banque centrale des États de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (BCEAEC). Conseils d'administration : dossiers de séances.

1955-1966

B-0000939/1

16 septembre 1955-13 novembre 1958.

B-0000940/1

16 janvier 1959-20 octobre 1960.

B-0000941/1

13 février-17 novembre 1961.

B-0000942/1

20 janvier-13 juillet 1962.

B-0000943/1

15 octobre-16 octobre 1962.

B-0000944/1

7 janvier-1^{er} avril 1963.

B-0000945/1

11 juillet-8 novembre 1963.

B-0000946/1

7 février-24 juin 1964.

B-0000947/1

17-20 novembre 1964.

B-0000948/1

4 février-15 juin 1965.

B-0000949/1

8 juillet-22 novembre 1965.

B-000950/1

27 janvier-23 novembre 1966.

B-0000951/1 – B-0000965/2

Banque de l'Indochine.

1900-1967

B-0000951/1

Organisation, fonctionnement, nomination et fixation du traitement du commissaire du gouvernement auprès de la banque, maintien du privilège d'émission dans les territoires du Pacifique : textes officiels, rapports, correspondance, bilans financiers, procès-verbaux des séances du conseil d'administration, convention avec l'État, tableau de répartition des actions.

1936-1964

B-0000951/2

Rétrocession et répartition des dividendes des actions de cette banque appartenant à l'État : convention avec l'État, rapports, correspondance, textes officiels, déclarations de versement, tableaux des cours des actions.

1931-1954

B-0000953/1

Renouvellement du privilège d'émission : textes officiels, rapports, correspondance, statuts, conventions entre l'État et la banque, presse.

1900-1931

B-0000953/2

Fixation du taux et règlement des intérêts dus à la banque sur les avances consenties au trésor sous l'occupation japonaise et pendant la période de la libération de l'Indochine : textes officiels, rapports, correspondance, télégrammes, tableaux de situation des avances de la banque au trésor, conventions entre l'état et la banque (1945-1957) ; situation du stock d'or détenu par la banque de l'Indochine : rapports (1947) ; régularisation d'avances en dollars consenties en 1940, à des unités navales stationnées en Extrême-Orient, par des agences étrangères de la banque de l'Indochine : rapports, correspondance, tableaux des paiements (1947-1953).

1945-1953

B-0000954/1

Couverture de la piastre indochinoise par le Trésor : correspondance.

1947-1951

B-0000955/1

Règlement des frais de transports de billets à destination de Saïgon, affaires particulières : rapports, correspondance, tableaux des expéditions de transport de

billets, factures (1945-1955) ; perte et vol de billets au cours des expéditions : correspondance, décision du Conseil d'État, rapports, télégrammes (1947-1956).

1945-1956

B-0000955/2

Réévaluation des encaisses en application de la loi monétaire du 1er octobre 1936 : correspondance, tableaux statistiques, déclarations de versements, textes officiels, conventions entre l'État et la banque.

1936-1946

B-0000956/1

Garantie de la circulation fiduciaire : correspondance, rapports, bilans financiers, procès-verbaux des séances du conseil d'administration, procès-verbal d'une assemblée générale, plainte au Ministre des Finances.

1924-1934

B-0000956/2

Calcul de la redevance payée à l'État sur la circulation fiduciaire, incidences sur la redevance fiduciaire des méthodes appliquées par la banque dans ses rapports avec ses succursales : correspondance, rapports, tableaux statistiques trimestriels, textes officiels, procès-verbal d'une assemblée générale, procès-verbal des séances du conseil d'administration, procès-verbal, d'une séance de la commission de surveillance des banques coloniales.

1931-1944

B-0000957/1

Apurement des comptes de la redevance sur la circulation fiduciaire dans les différentes succursales : rapports, états des paiements, correspondance.

1943-1954

B-0000957/2 – B-0000959/1

Paiement de la redevance sur la circulation fiduciaire : correspondance, états des paiements, déclarations de versement.

1939-1967

B-0000957/2

1939-1950

B-0000958/1

1948-1961

B-0000959/1

1929-1967

B-0000960/1

Nivellement du solde débiteur des comptes des trésoreries payeurs de Nouvelle-Calédonie et des établissements français de l'Océanie : correspondance, télégrammes.

1955-1960

B-0000960/2

Approvisionnement en fonds des trésoriers payeurs de Djibouti et Pondichéry : correspondance (1944-1958) ; approvisionnement en fonds des comptables du Trésor dans les territoires où la Caisse centrale de la France d'outre-mer (CCFOM) exerce le privilège de l'émission : correspondance, télégrammes, états, des mouvements de billets effectués par la CCFOM, rapports (1953-1960).

1944-1960

B-0000961/1

Nivellement du solde créditeur du compte du trésorier payeur de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française : correspondance, rapports.

1945-1964

B-0000961/2

Versement des intérêts dus à la caisse centrale de coopération économiques sur le compte d'approvisionnement des comptables du Trésor dans les territoires où elle n'exerce pas le privilège d'émission : correspondance, relevés de comptes, ordres de paiement (1952-1967) ; approvisionnement de la caisse du préposé du Trésor des Nouvelles-Hébrides à Port-Vila : correspondance (1961).

1952-1967

B-0000962/1

Autorisation de réescompte des effets se rapportant à de crédits à moyen terme de la Société de crédit et de développement de l'Océanie (SOCREDO) et de la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie (SICNC) : correspondance, liste des autorisations (1962-1967) ; élévation des plafonds de réescompte de la SICNC et de la SOCREDO : correspondance (1960-1966).

1960-1967

B-0000962/2

Situation monétaire et financière des agences de Nouméa, Papeete et Port-Vila de la Banque de l'Indochine : tableaux.

1954-1967

B-0000963/1

Émission de billets : rapports, correspondance, télégrammes, procès-verbaux de réunions (1931-1952) ; détention de billets de la Banque de l'Indochine et de piastres indochinoises par la banque d'Algérie, la banque d'État du Maroc et la banque de l'Afrique occidentale française : correspondance, télégrammes (1943-1944).

1931-1952

B-0000963/2

Retrait et échange de billets de 100 piastres indochinoises : textes officiels, rapports, correspondance, décisions du conseil d'État.

1946-1956

B-0000964/1

Retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine et création d'un institut d'émission indochinois : rapports, textes officiels, conventions entre l'état et la banque, correspondance, statuts, tableaux de cours des actions.

1945-1956

B-0000965/1

Rachat du matériel d'émission de la Banque de l'Indochine, différends entre le Trésor et la banque : correspondance, rapports, conventions État-banque.

1947-1955

B-0000965/2

Transfert à l'État des émissions de billets de la succursale de Pondichéry de la Banque de l'Indochine : rapports, correspondance, procès-verbaux de destruction de billets de banque, textes officiels, conventions entre l'État et la banque , télégrammes (1954-1960) ; transfert du privilège de l'émission de la Banque de l'Indochine à l'Institut d'émission des États associés du Cambodge, du Laos et du Vietnam : rapports, correspondance, bilans financiers, textes officiels, télégrammes, statuts de la banque de l'Indochine, organigramme de l'institut d'émission (1929-1951).

1929-1960